

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2017/205712]

28 SEPTEMBER 2017. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van de Regering van 19 juli 2012 houdende delegatie van bepaalde bevoegdheden aan personeelsleden van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap

DE REGERING VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 69, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 51, gewijzigd bij de wetten van 16 juli 1993 en 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Regering van 19 juli 2012 houdende delegatie van bepaalde bevoegdheden aan personeelsleden van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 27 van het besluit van de Regering van 19 juli 2012 houdende delegatie van bepaalde bevoegdheden aan personeelsleden van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het huidige enig lid wordt paragraaf 1;

2° het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 2 en 3, luidende :

" § 2 - Hetzelfde departementshoofd wordt gemachtigd om overeenkomstig artikel 108, tweede lid, en artikel 112, tweede lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn de briefwisseling over de toetsing van beslissingen, dossieraanvragen, aanvragen om inlichtingen, aanmaningen en begeleidingsbrieven te ondertekenen namens de minister die bevoegd is voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

§ 3 - Hetzelfde departementshoofd wordt gemachtigd om te bevestigen of de beslissingen die in het kader van de overzichtslijst met toepassing van artikel 111bis van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden overgezonden en de beslissingen die met toepassing van artikel 112 worden aangevraagd in overeenstemming zijn met de wet."

Art. 2. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de paragrafen 9 tot 11 opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2017.

Art. 4. De minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 28 september 2017.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

O. PAASCH

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,

A. ANTONIADIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205690]

19 OCTOBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux permis de pêche

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, les articles 8 et 9 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale ;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la pêche, donné le 24 avril 2017 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 juillet 2017 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2017 ;

Vu le rapport du 20 juillet 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 61.968/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 septembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité ;

Après délibération,

Arrêté :

Article 1^{er}. Il est établi quatre types de permis de pêche régulier, dont l'objet est fixé comme suit :

1° le permis A autorise tous les jours de l'année :

a) la pêche de jour avec une ou deux lignes à main, du bord de l'eau uniquement, en ce compris à partir d'un plancher amovible ne restant pas sur place après l'exercice de la pêche ;

b) l'usage de l'épuisette ;

2° le permis B autorise tous les jours de l'année :

a) ce qu'autorise le permis A ;

b) la pêche de jour avec une ou deux lignes à main, autrement que du bord de l'eau, en ce compris la pêche en embarcation, la pêche à partir d'un embarcadère ou d'un plancher de pêche dont l'emplacement est fixe, ainsi que la pêche dans le cours d'eau ;

c) la pêche de nuit, avec une ou deux lignes à main, du bord de l'eau uniquement, en ce compris à partir d'un plancher amovible ne restant pas sur place après l'exercice de la pêche ;

d) la pêche de jour avec au plus cinq balances à écrevisses ;

3° le permis J autorise tous les jours de l'année :

a) la pêche de jour avec une seule ligne à main munie d'un hameçon simple sans ardillon ou à ardillon écrasé, du bord de l'eau uniquement, en ce compris à partir d'un plancher amovible ne restant pas sur place après l'exercice de la pêche ;

b) l'usage de l'épuisette ;

c) la pêche de jour avec au plus une balance à écrevisses ;

4° le permis T donne accès aux mêmes droits que ceux prévus par le permis B, mais seulement durant une période de quatorze jours consécutifs.

Concernant le 3°, le permis J est réservé uniquement aux jeunes âgés de moins de quinze ans. Ceux-ci ont aussi accès aux autres types de permis.

Art. 2. Les permis de pêche visés à l'article 1^{er} sont délivrés moyennant le paiement d'une redevance dont le montant est fixé comme suit :

1° le permis A : 12,39 euros ;

2° le permis B : 37,18 euros ;

3° le permis J : gratuit ;

4° le permis T : 25,00 euros.

Le pêcheur qui est détenteur d'une carte de stationnement pour personnes handicapées établie à son nom et en cours de validité, peut obtenir du Fonds un remboursement partiel de la redevance du permis B de 22 euros. Il en fait la demande au directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie et joint à sa demande une copie de sa carte de stationnement pour personnes handicapées.

Art. 3. Les permis de pêche A, B et J sont valables jusqu'au 31 décembre de la seule année qu'ils renseignent, quel que soit le jour de l'année où ils sont achetés.

Art. 4. Tout permis de pêche est personnel et valable uniquement si le pêcheur est porteur, au moment où il pêche, de sa carte d'identité ou d'un autre document officiel établissant son identité.

La pratique de la pêche avec un permis autre que celui de la Région wallonne, sans être porteur de sa carte d'identité ou d'un autre document officiel établissant son identité est assimilée à la pêche sans permis. Il en est de même pour la pratique d'un type de pêche auquel ne donne pas droit le permis dont est porteur le pêcheur.

Art. 5. Les permis de pêche sont délivrés exclusivement en ligne sur le site internet www.permisdepeche.be.

Toutefois, le permis A et le permis B sont également délivrés par les bureaux de poste jusqu'en 2019 compris.

Art. 6. Les jeunes âgés de moins de quinze ans sont autorisés à pêcher sans permis s'ils sont accompagnés d'un adulte majeur détenteur d'un permis de pêche régulier valide. Ces jeunes peuvent pêcher aux mêmes conditions que celles permises par le permis de l'adulte qui les accompagne. Le nombre de jeunes accompagnés est limité à quatre par adulte majeur détenteur d'un permis de pêche régulier valide.

Art. 7. Les participants à un concours de pêche autorisé en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 déterminant les conditions d'organisation des concours de pêche et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche, qui ne sont pas domiciliés sur le territoire de la Région wallonne, sont autorisés à pêcher sans être munis d'un permis de pêche régulier.

Cette dispense de permis vaut uniquement pendant la durée du concours et de ses éventuels entraînements officiels, et uniquement pour l'exercice de la pêche sur le site où se déroule le concours.

Art. 8. Les participants à une activité de formation ou de sensibilisation à la pêche et au milieu aquatique organisée par une école de pêche agréée sont autorisés à pêcher sans être munis d'un permis de pêche régulier.

Cette dispense de permis vaut uniquement pendant la durée de cette activité et uniquement pour l'exercice de la pêche sur le site où l'activité se déroule.

Art. 9. Les personnes qui bénéficient de la dérogation prévue soit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 autorisant temporairement les universités et hautes écoles à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche soit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2017 autorisant temporairement certains agents du Service public de Wallonie à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche, sont autorisées à pêcher sans être munies d'un permis de pêche régulier.

Cette dispense de permis vaut uniquement pour la participation aux activités ayant justifié la dérogation.

Art. 10. Les participants à un événement de promotion de la pêche sont autorisés à pêcher sans être munis d'un permis de pêche régulier, moyennant une autorisation accordée à l'organisateur de l'événement par le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie.

La demande d'autorisation est introduite par l'organisateur de l'événement auprès du directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie au moins nonante jours avant la date cet événement.

L'autorisation est accordée si :

1° l'événement a pour objet principal la promotion de la pêche en Wallonie ;

2° l'événement est organisé par l'association halieutique coordinatrice, une fédération de pêche agréée ou une société de pêche membre d'une fédération de pêche agréée ;

3° l'association halieutique coordinatrice assure la promotion de l'événement ;

4° l'événement est ouvert à toute personne qui souhaite y participer, dans les limites de l'encadrement disponible.

Art. 11. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche, est abrogé.

Art. 12. Le Ministre qui a la pêche dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 19 octobre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205690]

19. OKTOBER 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Angelscheine

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen, Artikel 8 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. März 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei;

Aufgrund der am 24. April 2017 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen hohen Rates für den Fischfang ("Conseil supérieur wallon de la Pêche");

Aufgrund der am 19. Juli 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. Juli 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 20. Juli 2017;

Aufgrund des am 6. September 2017 in Anwendung von Art. 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 61.968/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Es werden vier verschiedene reguläre Angelscheine eingeführt, deren Verwendung wie folgt definiert wird:

1° der Angelschein A ermöglicht über das ganze Jahr hinweg:

a) tagsüber das Angeln mit einer oder zwei Angelruten ausschließlich vom Ufer aus einschließlich auf einer entfernbaren Plattform, die nach dem Angeln nicht vor Ort bleibt;

b) die Verwendung eines Keschers;

2° der Angelschein B ermöglicht über das ganze Jahr hinweg:

a) das Angeln, das durch den Angelschein A erlaubt wird;

b) tagsüber das Angeln mit einer oder zwei Angelruten anders als vom Ufer aus einschließlich des Angelns von einem Boot aus, des Angelns von einem Steg aus oder von einer fest angebrachten Plattform aus sowie das Angeln in den Wasserläufen;

a) nachts das Angeln mit einer oder zwei Angelruten ausschließlich vom Ufer aus einschließlich auf einer entfernbaren Plattform, die nach dem Angeln nicht vor Ort bleibt;

d) tagsüber das Angeln mit maximal fünf Krebsreusen;

3° der Angelschein J ermöglicht über das ganze Jahr hinweg:

a) tagsüber das Angeln mit einer einzigen Angelrute, die mit einem einfachen Angelhaken ohne Widerhaken oder mit zusammengedrückten Widerhaken ausgestattet ist, ausschließlich vom Ufer aus einschließlich auf einer entfernbaren Plattform, die nach dem Angeln nicht vor Ort bleibt;

b) die Verwendung eines Keschers;

c) tagsüber das Angeln mit maximal einer Krebsreuse;

4° der Angelschein T gewährt den Zugang zu allen Stellen, zu denen der Angelschein B Zugang verleiht, jedoch nur über einen Zeitraum von vierzehn aufeinanderfolgenden Tagen.

Der in Ziffer 3 erwähnten Angelschein J ist jenen Anglern vorbehalten, die jünger als fünfzehn Jahre sind. Diese haben jedoch auch Zugang zu den anderen Arten von Angelscheinen.

Art. 2 - Die in Artikel 1 erwähnten Angelscheine werden gegen Entrichtung einer Gebühr ausgestellt, deren Betrag wie folgt festgelegt wird:

- 1° Angelschein A: 12,39 Euro;
- 2° Angelschein B: 37,18 Euro;
- 3° Angelschein J: gebührenfrei;
- 4° Angelschein T: 25,00 Euro.

Der Angler, der einen auf seinen Namen ausgestellten gültigen Parkausweis für behinderte Personen besitzt, kann über den Fond eine Erstattung der Gebühr für den Angelschein B in Höhe von 22 Euro erhalten. Er beantragt diese Erstattung beim Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und fügt seinem Antrag eine Kopie seines Parkausweises für behinderte Personen bei.

Art. 3 - Die Angelscheine A, B und J sind gültig bis zum 31. Dezember des Jahres, dessen Jahreszahl auf ihnen vermerkt ist, und zwar ungeachtet des Kaufdatums.

Art. 4 - Ein Angelschein ist persönlich und nur dann gültig, wenn der Angler beim Angeln seinen Personalausweis oder jegliches Dokument andere amtliche Dokument, anhand einer seine Identität belegen kann, bei sich trägt.

Das Angeln mit einem anderen Angelschein als dem Angelschein der wallonischen Region und das Angeln ohne einen Personalausweis oder jegliches Dokument andere amtliche Dokument, anhand dessen die Identität belegt werden kann, bei sich zu tragen, wird dem Angeln ohne Angelschein gleichgestellt. Dies gilt ebenfalls für die Ausübung einer Angeltätigkeit, zu der der Angelschein, den der Angler bei sich trägt, nicht berechtigt.

Art. 5 - Alle Angelscheine werden ausschließlich online auf der Website www.permisdepeche.be ausgestellt.

Die Angelscheine A und B werden jedoch bis einschließlich 2019 ebenfalls auf den Postämtern ausgestellt.

Art. 6 - Die Jugendlichen unter fünfzehn Jahren dürfen ohne Angelschein angeln, wenn sie sich in Begleitung eines volljährigen Erwachsenen befinden, der einen gültigen regulären Angelschein besitzt. Diese Jugendlichen dürfen unter den Bedingungen angeln, die in dem Angelschein des Erwachsenen, der sie begleitet, angeführt werden. Die Anzahl der Jugendlichen, die einen Erwachsenen begleiten, wird auf vier pro volljährigen Erwachsenen, der einen gültigen regulären Angelschein besitzt, begrenzt.

Art. 7 - Den Teilnehmern an einem in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Festlegung der bei der Organisation von Fischfangwettbewerben zu beachtenden Bedingungen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs zugelassenen Fischfangwettbewerb, die ihren Wohnsitz nicht auf dem Gebiet der Wallonischen Region haben, wird erlaubt, ohne regulären Angelschein zu angeln.

Diese Befreiung von der Pflicht, einen Angelschein zu besitzen, gilt lediglich für die Dauer des Wettbewerbs und der gegebenenfalls organisierten offiziellen Trainingseinheiten und nur für das Angeln in den Bereichen, in denen der Wettbewerb stattfindet.

Art. 8 - Den Teilnehmern an einer Ausbildungs- oder Sensibilisierungsaktivität im Bereich des Fischfangs und des aquatischen Lebensraums, die durch eine zugelassene Fischerschule organisiert wird, wird erlaubt, zu angeln, ohne im Besitz eines regulären Angelscheins zu sein.

Diese Befreiung gilt nur für die Dauer dieser Veranstaltung und nur für das Angeln in den Bereichen, in denen der Wettbewerb stattfindet.

Art. 9 - Jenen Personen, die von der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017, durch den Universitäten und Hochschulen zeitweilig erlaubt wird, von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs abzuweichen, oder den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. März 2017, durch den bestimmten Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zeitweilig erlaubt wird, von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs abzuweichen, eingeführten Abweichung Gebrauch machen können, wird erlaubt, zu angeln, ohne im Besitz eines regulären Angelscheins zu sein.

Diese Befreiung gilt nur für die Teilnahme an den Tätigkeiten, die diese abweichende Regelung gerechtfertigt haben.

Art. 10 - Den Teilnehmern an einer Veranstaltung zur Förderung des Angelsports wird erlaubt, zu angeln, ohne im Besitz eines regulären Angelscheins zu sein, insofern dem Veranstalter durch den Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eine entsprechende Genehmigung gewährt wird.

Der Veranstalter beantragt diese Genehmigung wenigstens neunzig Tage vor dem Datum der Veranstaltung bei dem Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Die Genehmigung wird gewährt, insofern:

- 1° die Veranstaltung als Hauptziel die Förderung des Angelsports in der Wallonie hat;
- 2° die Veranstaltung entweder von der koordinierenden Fischereivereinerung, einem zugelassenen Fischereiverband oder einer Fischfanggesellschaft, die Mitglied eines zugelassenen Fischereiverbands ist, veranstaltet wird;
- 3° die koordinierende Fischereivereinerung die Förderung der Veranstaltung gewährleistet;
- 4° die Veranstaltung im Rahmen der vorhandenen Möglichkeiten für alle Personen, die daran teilnehmen möchten, zugänglich ist.

Art. 11 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. März 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs, wird aufgehoben.

Art. 12 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Oktober 2017

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205690]

19 OKTOBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de visverloven

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, de artikelen 8 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 maart 1993 tot uitvoering van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij;

Gelet op het advies van de " Conseil supérieur wallon de la Pêche " (Waalse Hoge Visraad), gegeven op 24 april 2017;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 juli 2017;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2017;

Gelet op het rapport van 20 juli 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 61.968/2 van de Raad van State, gegeven op 6 september 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. Er worden vier types regelmatig visverlof opgesteld, waarvan het voorwerp als volgt wordt bepaald:

1° het verlof A laat elke dag van het jaar toe:

a) de dagvisserij met één of twee hengels, enkel vanaf de oever, met inbegrip vanaf een afneembare houtvloer die niet ter plaatse blijft na de beoefening van de visvangst;

b) het gebruik van het schepnetje;

2° het verlof B laat elke dag van het jaar toe:

a) wat het verlof A toestaat;

b) de dagvisserij met één of twee hengels, op een andere wijze dan vanaf de oever, met inbegrip van het vissen met een vaartuig, het vissen vanaf een vissteiger of een visvloer waarvan de plaats vast is, alsook het vissen in de waterloop;

c) de nachtvisserij met één of twee hengels, enkel vanaf de oever, met inbegrip vanaf een afneembare houtvloer die niet ter plaatse blijft na de beoefening van de visvangst;

d) de dagvisserij met niet meer dan vijf kreeftenroeden;

3° het verlof J laat elke dag van het jaar toe:

a) de dagvisserij met één hengel voorzien van een eenvoudige vishaak zonder angels of met geplette angels, enkel vanaf de oever, met inbegrip vanaf een afneembare houtvloer die niet ter plaatse blijft na de beoefening van de visvangst;

b) het gebruik van het schepnetje;

d) de dagvisserij met niet meer dan één kreeftenroede;

4° het verlof T geeft toegang tot de dezelfde rechten als die vermeld in het verlof B, maar alleen tijdens een periode van veertien opeenvolgende dagen.

Wat punt 3° betreft, is het verlof J uitsluitend voorbehouden voor jongeren die jonger zijn dan vijftien jaar. Laatstgenoemden hebben ook toegang tot de andere typen van verlof.

Art. 2. De visverloven bedoeld in artikel 1 worden verstrekt mits betaling van een retributie waarvan het bedrag vastgelegd wordt als volgt

1° het verlof A : 12,39 euro;

2° het verlof B : 37,18 euro;

3° het verlof J : kosteloos;

4° het verlof T : 25,00 euro.

De visser die houder is van een geldige parkeerkaart voor gehandicapte personen op zijn naam, kan van het Fonds een gedeeltelijke terugbetaling verkrijgen van de retributie van het verlof B van 22 euro. Hij richt zijn aanvraag aan de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst en voegt bij zijn aanvraag een afschrift van zijn parkeerkaart voor gehandicapte personen.

Art. 3. De visverloven A, B en J zijn geldig tot 31 december van het enige jaar dat zij vermelden, ongeacht de dag van het jaar dat ze worden gekocht.

Art. 4. Elk visverlof is persoonlijk en slechts geldig als de visser houder is, op het ogenblik dat hij vist, van zijn identiteitskaart of van een ander officieel document dat zijn identiteit vaststelt.

De visvangst met een ander verlof dan dat van het Waalse Gewest, zonder houder te zijn van zijn identiteitskaart of en ander officieel document dat zijn identiteit vaststelt, wordt gelijkgesteld met visvangst zonder verlof. Hetzelfde geldt voor het beoefenen van een soort visvangst waar het verlof waarvan de visser houder is geen recht op geeft.

Art. 5. De visverloven worden uitsluitend on line verstrekt op de website www.permisdepeche.be.

Het verlof A en het verlof B worden evenwel ook verstrekt door de postkantoren tot en met 2019.

Art. 6. De jongeren jonger dan vijftien jaar worden ertoe gemachtigd, zonder verlof te vissen als ze worden vergezeld door een meerderjarige volwassene houder van een geldig regelmatig visverlof. Deze jongeren mogen vissen onder dezelfde voorwaarden als die toegelaten door het verlof van de volwassene die hen vergezeld. Het aantal verzelde jongeren is beperkt tot vier per meerderjarige volwassene houder van een geldig regelmatig visverlof.

Art. 7. De deelnemers aan een hengelvwedstrijd toegelaten overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot bepaling van de voorwaarden die moeten nageleefd worden voor de organisatie van de hengelvwedstrijden en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst, die niet op het grondgebied van het Waalse Gewest woonachtig zijn, worden ertoe gemachtigd te vissen, zonder regelmatig visverlof.

Deze vrijstelling van verlof geldt uitsluitend tijdens de duur van de wedstrijd en zijn eventuele officiële oefenstonden en uitsluitend voor de beoefening van de visvangst op de site waar de wedstrijd plaatsvindt.

Art. 8. De deelnemers aan een opleidings- en sensibiliseringsactiviteit inzake visserij en aquatisch milieu, ingericht door een erkende vissersschool, worden ertoe gemachtigd te vissen, zonder regelmatig visverlof

Deze vrijstelling van verlof geldt uitsluitend tijdens de duur van deze activiteit en uitsluitend voor de beoefening van de visvangst op de site waar de activiteit plaatsvindt

Art. 9. De personen die genieten van de afwijking bedoeld hetzij bij het Besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017 waarbij universiteiten en hogescholen tijdelijk worden toegelaten af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst, hetzij bij het Besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2017 waarbij sommige ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst tijdelijk worden toegelaten af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst, worden ertoe gemachtigd te vissen, zonder regelmatig visverlof.

Deze vrijstelling van verlof geldt uitsluitend voor de deelneming aan activiteiten die de afwijking hebben gerechtvaardigd.

Art. 10. De deelnemers aan een evenement inzake de bevordering van de visvangst mogen vissen zonder regelmatige visvergunning, mits een vergunning toegekend aan de organisator van het evenement door de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

De vergunningsaanvraag wordt ingediend door de organisator van het evenement bij de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst minstens negentig dagen vóór de datum van deze gebeurtenis.

De vergunning wordt toegekend als:

1° het evenement de bevordering van de visvangst in Wallonië beoogt;

2° het evenement wordt georganiseerd door de coördinerende hengilvereniging, een erkende hengelfederatie of een hengilvereniging die lid is van en erkende hengelfederatie;

3° de coördinerende hengilvereniging voor de bevordering van het evenement zorgt;

4° het evenement toegankelijk is voor elke persoon die er wenst aan deel te nemen, binnen de perken van de beschikbare begeleiding.

Art. 11. Het besluit de Waalse Gewestexecutieve van 11 maart 1993 houdende uitvoering van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst, wordt opgeheven.

Art. 12. De Minister bevoegd voor visserij is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 oktober 2017.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN